

19/09/2020

« Le récit de la décroissance ne dit pas qui se prive et qui disparaît »

Entretien avec Xavier Timbeau, Directeur de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques ([OFCE](#))

Pour limiter le réchauffement climatique « bien en deçà de 2 °C par rapport à l'époque préindustrielle et si possible à 1,5 °C », comme visé dans l'accord de Paris sur le climat, il faudrait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre reculent fortement chaque année. Ce que les politiques n'ont jamais réussi à réaliser, la récession liée au Covid l'a fait.

Elle a entraîné une baisse des émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie estimée à 7 % pour 2020. Environ ce qu'il faudrait atteindre chaque année pour tenir un objectif de 1,5 °C de réchauffement. Puisque nous ne parvenons pas à réduire nos émissions en actionnant le levier des progrès technologiques, la réponse ne se trouve-t-elle pas définitivement du côté de la décroissance du PIB ? Cette idée revient aujourd'hui dans le débat. Mais de quoi la décroissance est-elle le nom ?

Que vous inspire le discours de la décroissance qui resurgit à la faveur de la crise actuelle et de ses effets ?

Indiscutablement, le discours de la décroissance réémerge. Il repose sur des non-dits assez terribles et il faut les expliciter. Ce discours consiste à dire : « puisque, face à l'urgence climatique, nous n'arrivons pas à faire baisser drastiquement l'intensité énergétique du PIB et l'intensité carbone de l'énergie, nous n'avons d'autre solution que d'agir sur les autres facteurs de l'équation de Kaya⁽¹⁾, à savoir le niveau de PIB par habitant et le nombre d'habitants.

Le non-dit de la décroissance, c'est non seulement l'appauvrissement, mais aussi la disparition d'une partie de la population. Ce récit ne dit pas qui se prive et qui disparaît. S'il faut faire l'équivalent d'un confinement chaque année pour réduire le nombre d'habitants sur Terre et leur consommation, c'est violent. Cela s'appelle un génocide.

S'il faut faire l'équivalent d'un confinement chaque année pour réduire le nombre d'habitants sur Terre et leur consommation, c'est violent

Le fait que le discours décroissantiste fasse très souvent référence à l'équation de Kaya comme pour se donner un caractère mathématique et irréfutable est du reste significatif : c'est l'idée que tous les paramètres sont à peu près égaux du point de vue du résultat que l'on veut atteindre et que l'on peut agir indifféremment sur l'un ou sur l'autre. Dans la réalité, faire décroître rapidement la population et faire décroître rapidement la consommation d'énergie fossile, ce n'est pas tout à fait le même projet.

Quels sont alors les projets qui s'offrent à nous pour réduire les émissions ?

Il y a en gros deux grandes voies en matière de contrainte environnementale. La première consiste à décarboner notre économie, ce qui implique de décarboner la production d'énergie – concrètement substituer les fossiles par les renouvelables – et, pour y parvenir, réduire également l'énergie que nous consommons par des gains d'efficacité. Cela signifie des systèmes énergétiques complexes, dont l'existence repose sur des investissements et des technologies à financer, sur une économie de marché, sur des administrations qui régulent... En clair, une société complexe, qui est peu ou prou celle que nous connaissons.

La deuxième voie, c'est la sobriété radicale. Qui consiste à dire comme Ivan Illich il y a cinquante ans que la plupart de ce que nous consommons est superflu, ne produit pas d'utilité vraie, de satisfaction véritable. Dans ce cas, on peut se passer d'une société complexe. On n'a pas besoin d'un système énergétique structuré, il suffit de réduire drastiquement les transports, les quantités de biens que l'on fabrique et se nourrir de son potager. On n'a alors plus besoin d'énergie et, de cette façon, on réduit drastiquement les émissions.

La question n'est pas de choisir entre croissance et décroissance. La question est de choisir entre société complexe ou non, la société complexe étant celle dans laquelle nous vivons, caractérisée par une activité économique importante dans de multiples secteurs et une forte division du travail, avec par conséquent un besoin de coordination par le biais d'administrations, avec des biens publics à financer par des taxes et des subventions, comme la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire...

En l'état actuel, cette première voie nous mène au chaos climatique. Comment faites-vous tenir debout la société complexe ?

Il n'est pas impossible d'introduire une certaine forme de sobriété dans les sociétés complexes, et de rejoindre sur ce point un certain discours de la décroissance. Il y a des domaines où les réductions possibles de gaz à effet de serre permises par la technologie sont clairement insuffisantes par rapport à la dynamique du réchauffement climatique. Il faudra sans doute manger moins de viande, moins se déplacer, moins prendre l'avion.

Pour boucler l'équation environnementale, il y a des choses que l'on ne devra plus faire, certaines que l'on devra moins faire, d'autres que l'on devra beaucoup moins faire. La question qui se pose alors est celle de la régulation sociale permettant de ne plus ou de moins les faire. Est-ce qu'il faut introduire des quotas ? Fixer des prix plus élevés ?

Prenons l'exemple de l'avion. On peut décider que prendre l'avion coûtera très cher. Cela pose un problème, car les riches vont continuer à prendre un peu l'avion, tandis que les pauvres ne le prendront plus du tout. Du point de vue économique, la régulation par le prix est ce qu'il y a de plus efficace. Mais pas du point de vue social. On peut alors, alternativement, mettre des interdictions complètes, ou encore imaginer des quotas par habitant.

Mais je n'appellerais pas ça décroissance. Je préfère parler de sobriété. Parce que malgré tout, on conserve une société complexe, fondée sur une économie de marché, dotée d'institutions qui lui permettent de fonctionner, dans laquelle il y a une certaine liberté et dans laquelle on n'évite pas non plus des inégalités. Finalement, c'est une transition plutôt douce, on conserve les piliers de notre société, non par conservatisme, mais parce qu'on les juge préférables à d'autres.

Entre la sobriété radicale des partisans de la décroissance et la sobriété disons modérée évoquée ici, il y a une différence de mode de vie considérable. Je peine à imaginer qu'une société radicalement sobre parvienne à conserver les éléments fondamentaux de notre mode de vie, c'est-à-dire un système de santé, un système de protection des personnes âgées, un système pour se nourrir quand il y a de mauvaises récoltes, le tout en permettant à 10 milliards d'humains de vivre dignement sur la planète ?

Autant des sociétés complexes, du fait qu'elles sont très productives, peuvent faire vivre 10 milliards d'habitants, autant des sociétés radicalement sobres, n'y arrivent pas. On ne peut pas faire vivre l'humanité avec la productivité d'un potager en permaculture. Cette question des limites démographiques très étroites de leur modèle n'est jamais clairement abordée par les tenants de la décroissance. C'est un angle mort de leur discours.

Le discours de l'effondrement, qui a émergé ces dernières années, partage avec celui de la décroissance, cette même idée de sobriété radicale sur une planète de fait beaucoup moins nombreuse. Où s'opère la fracture ?

J'ai trouvé intéressante la série *L'Effondrement*, diffusée sur Canal +, directement nourrie des ouvrages de Pablo Servigne. En la regardant, j'ai été frappé par ce trait commun à tous les écrits collapsologistes : ils partent du principe que la société va s'effondrer. Effondrement total à courte échéance chez Yves Cochet, suivant des évolutions chaotiques et plus aléatoires chez Servigne et d'autres, mais pour tous, un fait inévitable. C'est le postulat de départ.

Les décroissancistes ne postulent pas l'effondrement. Ils cherchent à l'éviter en promouvant un modèle de sobriété radicale. Pour les collapsologues, cette sobriété radicale est le modèle à suivre pour survivre à l'effondrement.

Pour vous, quels sont les problèmes de ce postulat ?

Le premier est précisément que c'est un postulat, non une démonstration. Les collapsologues n'expliquent pas pourquoi et comment cet effondrement va se produire. Ils se bornent à dire : notre société n'est pas viable – un constat que l'on peut partager –, donc elle va s'effondrer.

Ce discours ne tient pas une seconde. Les sociétés non viables peuvent connaître d'autres destins. Elles peuvent sombrer dans une organisation totalitaire par exemple. Des sociétés qui s'effondrent, au sens extrême que donnent les collapsologues à ce terme, on n'en a pas vu finalement tant que ça dans l'histoire de l'humanité.

Le deuxième problème est que les collapsologues ne s'intéressent absolument pas aux conséquences de l'effondrement qu'ils annoncent et qui conduit à une diminution radicale de la population sur la planète. Dans « le monde d'après », il y a ce mode de vie très rural et local qui peut s'installer, parce que brusquement, la planète s'est vidée. Mais ce grand récit ne dit jamais comment les populations meurent et disparaissent...

Imaginer qu'on passe d'une dizaine de milliards d'habitants sur la planète à quelques dizaines de millions, ça pose pourtant un sérieux problème moral. Surtout quand on désire que cet effondrement se produise pour en finir avec un modèle insoutenable. Car même si cela est rarement clairement dit, chez nombre de « collapso », l'effondrement est un horizon souhaité, un objet désirable.

En fin de compte, le récit de l'effondrement comme perspective inéluctable évite de se poser la question de la manière de conduire politiquement le basculement dans la sobriété radicale. A partir du moment où il se produit tout seul, il n'y a pas lieu de le juger sur le plan moral et politique. L'effondrement est la clé de la décroissance radicale comme projet de société. Un projet de société assez particulier car, dans « le monde d'après », il n'y a pas de place pour tout le monde. La collapsologie esquive le problème politique de la décroissance.

Admettons que ma préférence aille à la société complexe et à la transition pas trop violente, avec sobriété raisonnée et forte organisation technologique et sociale pour décarboner le système. Même si je sais que le coût de l'action sera incomparablement plus faible que celui de l'inaction, cette transition est-elle encore une opération gagnante, d'un point de vue macro-économique ? Qu'en est-il par exemple de la France et de ses objectifs climatiques ?

Par rapport à une trajectoire correspondant aux politiques menées actuellement, les modélisations macroéconomiques de la nouvelle SNBC (stratégie nationale bas carbone, ndlr) montrent que l'on a des gains en termes de richesse et d'emplois, mais assez modérés.

Mais ce premier constat doit aussitôt être suivi d'un second : nous sommes en retard par rapport à nos objectifs, et le fait d'être en retard a tendance à augmenter les coûts pour rester sur la bonne trajectoire.

En particulier, on va être obligé d'accélérer la dépréciation de capital polluant. Par exemple, envisager la fermeture d'une centrale à charbon ou à gaz âgée de 20 ans quand elle était prévue à quarante ou cinquante ans. C'est un problème dont les simulations macro-économiques de la SNBC ne tiennent pas compte. Elles sont construites sur le fait qu'on peut aller jusqu'à la fin de la vie d'un capital polluant.

Cette question ne concerne pas que les investissements liés à l'énergie. Elle va également se poser pour les bâtiments et même très rapidement pour les véhicules thermiques. Depuis le 1^{er} janvier dernier, il est interdit de rouler avec une voiture Diesel à Copenhague et à Oslo. C'était déjà le cas à Amsterdam. Dans le Grand Paris, c'est annoncé pour en 2024, avec extension à tous les véhicules thermiques en 2030. C'est un mouvement qui pourrait s'étendre rapidement en France.

Pour le moment, dans un scénario de transition tel que la stratégie nationale bas carbone, il y a très peu de sobriété. Or on n'y échappera pas si on veut tenir les objectifs

Et pour ne rien simplifier, non seulement on a pris du retard sur les objectifs, mais on relève l'ambition. Pour atteindre la neutralité carbone en 2050, la Commission européenne pousse un objectif de baisse de 55 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 (par rapport à 1990), qui remplacerait l'objectif actuel de 40 %.

Si la France devait réviser sa SNBC sur la base du relèvement de l'objectif européen, cela signifierait des coûts supplémentaires. Inversement, nous avons vraiment des bonnes nouvelles du côté de l'énergie et des transports avec la chute des coûts des énergies renouvelables et des véhicules électriques. C'est une très grosse épine dans le pied en moins.

Ces effets positifs devraient compenser les impacts négatifs, avec des effets bénéfiques pour l'emploi : ce qu'on achète en gaz et en pétrole à la Russie ou au Moyen-Orient, on va largement le dépenser en actifs verts et en salaires versés sur le territoire européen, au profit de l'économie européenne. Ce sont des

éléments positifs qui permettent d'être optimistes. Mais je constate aussi que l'on ferme un peu les yeux sur le retard que l'on prend et les conséquences que cela a en termes de coûts.

Il faut par ailleurs être clair sur le fait qu'avec le retard pris d'un côté et le relèvement de l'ambition de l'autre, on ne pourra pas échapper à une certaine sobriété pour tenir les objectifs. Pour le moment, dans un scénario de transition tel que la stratégie nationale bas carbone, il y a très peu de sobriété. Les Français font par exemple autant de voyages en avion demain qu'aujourd'hui.

Les futures modélisations ne pourront pas faire autrement qu'intégrer une certaine évolution des comportements pour boucler l'équation. Et dans la pratique, faire évoluer les comportements n'ira pas tout seul. On le voit bien avec les oppositions qui ont accueilli les propositions plutôt ambitieuses de la Convention citoyenne sur le climat.

Politiquement, avez-vous l'impression que l'on avance ?

Il y a des raisons d'être optimiste. La bataille culturelle a été gagnée : le fait que la transition est un impératif et qu'en même temps, ce n'est pas la fin du monde est une vue aujourd'hui très partagée. Ensuite, des objectifs politiques ambitieux ont été adoptés, à commencer par l'objectif de neutralité carbone en 2050.

Mais la réalité est qu'en pratique, le compte n'y est pas du tout. A court terme, une impulsion a été donnée avec le plan de sortie de crise. Mais c'est du très court terme. Au-delà de cette période d'urgence – je ne vais pas me faire que des amis en disant cela – je pense qu'on a quand même besoin d'un signal prix fort pour accélérer la sortie des fossiles.

C'est politiquement perçu comme impossible, mais je ne vois pas comment on réussira la transition sans faire monter le prix du carbone. Nous aurons probablement un certain nombre d'interdictions, sur les véhicules fossiles ou sur les plastiques par exemple, mais cela risque de rester assez superficiel.

Sans signal prix lisible sur le long terme (et évidemment accompagné de mesures de compensation de ses effets sociaux), il sera difficile de réorienter les investissements vers les actifs verts et provoquer les changements technologiques et comportementaux profonds attendus.

1. L'équation de Kaya (du nom de l'économiste japonais qui l'aurait formulée en 1993) décompose les facteurs des émissions de CO₂ : la taille de la population (plus on est nombreux et plus il y a de pollueurs), le degré de richesse par habitant (plus on est riche et plus on consomme et donc plus on pollue), la quantité d'énergie utilisée pour produire ce que l'on consomme (on peut produire de façon plus ou moins efficace) et enfin le CO₂ lié à l'énergie utilisée (l'énergie peut être d'origine plus ou moins fossile). Les émissions totales sont le produit de ces quatre facteurs.